

L'INVITÉE DE LA SEMAINE

DANIELLE BRULEBOIS

Rencontre avec la seule parlementaire LREM du département... toujours au cœur de l'actualité, locale comme nationale.

Le Grand débat national laisse-t-il percevoir dans le Jura un clivage entre la France des laissés pour compte et les parlementaires ?

Le Grand débat national, concertation d'une ampleur inédite, a permis aux Jurassiens d'exprimer sur la scène publique leurs difficultés : problèmes de pouvoir d'achat, sentiment d'isolement, ruralité oubliée, souhait d'une démocratie plus directe, etc.

C'était aussi pour eux l'occasion de faire des propositions pour améliorer les choses. Mais dans un département comme le nôtre, nous les parlementaires, sommes très souvent au contact de nos concitoyens, conscients et à l'écoute de leurs difficultés.

D'autres citoyens évoquent une sous-représentation des classes moyennes et populaires à l'assemblée. Peut-on y remédier ?

Depuis plusieurs dizaines d'années, on constate une difficulté à faire entrer en politique des personnes issues des catégories qu'on dit populaires. Mais la majorité actuelle compte

dans ses rangs de nombreux députés qui ont eu une vie active avant d'être élus, sans être passés par de hautes études politiques, ou par le chemin habituel des professionnels de la politique. Comme moi, beaucoup de députés ont eu un métier: je suis fille d'agriculteurs, j'ai été institutrice puis directrice d'école, et je sais ce qu'est la vraie vie...

Après la décentralisation, des citoyens évoquent une recentralisation. Qu'en pensez-vous ?

Notre action est guidée par la volonté de n'oublier aucun territoire, tout en veillant à un juste équilibre des services publics. Pour les oubliés d'Internet par exemple, le très haut débit sera effectif pour tous en 2022. Le Jura, prioritaire avec 17 autres départements, va recevoir de 27 millions € de l'Etat cette année. Des antennes 4G sont en cours d'installation. Les tribunaux, les hôpitaux de proximité seront maintenus et confortés, des maisons de santé seront créées ainsi que des maisons de service au public.

Suppression d'un arrêt de TGV à Dole, fermeture du Smur 2 à Lons, que faire ?

Sur ces dossiers hautement sensibles qui concernent le quotidien des Jurassiennes et des Jurassiens de la circonscription, je me suis positionnée très clairement aux côtés des élus du territoire pour les défendre. Cette ligne de SMUR qui aurait dû être fermée en 2015 (suite à la loi HPST, dite loi Bachelot) n'est plus financée depuis quatre ans. Mais tant que des solutions pérennes garantissant la sécurité de tous ne seront pas trouvées, cette seconde ligne ne peut être fermée. L'annonce de la suppression d'une liaison TGV à Dole a fait l'objet d'une demande d'audience de ma part auprès de Madame la Ministre des Transports, de Guillaume Pepy, PDG de la SNCF, et de la direction de Lyria.

Le pouvoir d'achat, première revendication des gilets jaunes, n'est-il pas au final le grand oublié du Grand débat ?

Non, je ne pense pas. Dès le 1er janvier il a fait l'objet de mesures concrètes, directes, rapides annon-

cées par le Président de la République, évaluées à 14 milliards d'euros. Ces mesures prennent déjà leurs effets : dans le Jura par exemple, le nombre de bénéficiaires de la prime d'activité a doublé depuis janvier, et les montants versés ont augmenté de près d'1 million €. D'après l'INSEE le pouvoir d'achat des Français, pris dans leur globalité, devrait grimper de 0,5 % au premier trimestre 2019. D'autres mesures suivront à l'issue du grand débat national.

Permanences attaquées, menaces, agressions de députés LREM : comment avez-vous vécu cette période inédite ?

C'est en effet une première sous la Ve République. Les réseaux sociaux ont provoqué un phénomène d'entraînement inédit, les fausses informations et les provocations ont contribué à



Danielle Brulebois intervient fréquemment à l'Assemblée nationale.

" Je ressens une profonde tristesse de voir ainsi bafoué ce que nous avons de plus précieux : la démocratie. "

alimenter ce climat de haine et de violences. Je condamne fermement ces attaques, elles doivent trouver une réponse judiciaire. Je ressens cependant une profonde tristesse de voir ainsi bafoué ce que nous avons de plus précieux : la démocratie. ■

Propos recueillis par Stéphane Hovaere